

RADIO-CANADA

TORONTO—LE PROJET DE LOCATION D'AMÉNAGEMENTS
AU METRO CENTRE—LES INTENTIONS DU
GOUVERNEMENT

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État. La Société Radio-Canada l'a-t-elle maintenant informé si elle entend grouper ses activités à un seul endroit dans la région métropolitaine de Toronto et si elle a l'intention de louer la tour de transmission et d'autres installations du Metro Centre?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, je sais que la Société Radio-Canada a fait des représentations au gouvernement, et particulièrement au Conseil du Trésor, pour des développements de ce type. Je n'en ai pas le détail, mais dès que les décisions seront prises de façon définitive, je serai heureux de renseigner le député.

[Traduction]

M. Ryan: Monsieur l'Orateur, en raison de la portée de ces décisions, je suppose qu'il faudra obtenir le consentement du gouvernement à ce sujet. Je demande donc maintenant au ministre s'il a signifié son approbation nuancée ou s'il se propose de le faire sous peu?

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Monsieur le président, j'ai déjà répondu au député que la question était à l'étude par le gouvernement.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ESSAI NUCLÉAIRE EN URSS—LA POSITION DU CANADA

[Traduction]

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je voudrais lui demander si le gouvernement canadien a fait ou fera parvenir des protestations à la Russie au sujet d'un essai nucléaire qui a atteint six points sur l'échelle Richter semblables à celles qu'il a adressées aux États-Unis au sujet de l'essai d'Amchitka? En outre, afin de m'abstenir de lui poser une question supplémentaire, puis-je lui demander si le gouvernement canadien a reçu des protestations concernant l'expérience russe?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le gouvernement du Canada a fermement exprimé ses vues au gouvernement soviétique, tant par les voies diplomatiques ordinaires des ambassades qu'au cours de la visite de M. Kossyguine au Canada, alors que notre position officielle lui a été nettement exposée. Nous avons protesté officiellement auprès du gouvernement des États-Unis contre l'essai nucléaire qui devait avoir lieu près de nous. Nous avons aussi, pour la première fois, fait connaître nos vues au gouvernement

[M. Howard (Okanagan Boundary).]

de la Chine après avoir établi des relations diplomatiques avec ce pays. Il convient de nous demander s'il est utile de protester à nouveau auprès du gouvernement soviétique quand les Russes sont déjà avertis de notre position.

* * *

LA CONSOMMATION

LA REFONTE DU BILL C-256—LE GOUVERNEMENT
DEVANT L'OFFRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Consommation et des Corporations pourrait-il nous dire, concernant le bill C-256, si la Chambre de commerce du Canada lui a proposé d'aider à refondre le projet de loi et, si oui, pourrait-il assurer à la Chambre que la reformulation du bill sera confiée entièrement à des fonctionnaires sans recourir à la Chambre de commerce?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Je réponds oui aux deux questions, monsieur l'Orateur.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

L'ÉTABLISSEMENT D'UNE SOCIÉTÉ À MONTMAGNY—LE
DÉBUT DES ACTIVITÉS

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Un communiqué nous informe que le ministère de l'Expansion économique régionale aurait accordé une subvention de \$1,165,000 à une compagnie de Saint-Georges-de-Beauce pour qu'elle s'établisse à Montmagny, et je désire en remercier le ministre. Puis-je cependant lui demander quand cette compagnie pourra commencer ses activités à Montmagny?

M. l'Orateur: Je crois qu'une question de ce genre devrait normalement être inscrite au *Feuilleton*, mais si le ministre veut y répondre brièvement, je lui donnerai la parole à cette fin.

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Je crois que ce sera d'ici quelques mois, monsieur l'Orateur.

* * *

LES FINANCES

LE GOUVERNEMENT ET LE RAPPORT ENTRE L'IMPÔT SUR
LES GAINS EN CAPITAL ET LES DROITS SUCCESSORAUX

[Traduction]

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Nous dirait-il si le gouvernement entend ouvrir des négociations avec les provinces en vue d'un arrangement relatif à quelque crédit fiscal réciproque, étant donné l'impôt sur les gains en capital et l'imposition de droits successoraux par un certain nombre de provinces, ou le Canada doit-il être frappé d'un impôt supplémentaire, outre l'impôt sur les gains en capital?